

Zeitschrift: Mitteilungsblatt / Schweizerische Gesellschaft für Familienforschung =
Bulletin d'information / Société suisse d'études généalogiques =
Bollettino d'informazione / Società svizzera di studi genealogici

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Familienforschung

Band: - (2005)

Heft: 79

Artikel: Des Alémaniques welsches? = Welsche Deutschschweizer?

Autor: Favez, Pierre-Yves

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1041474>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Des Alémaniques welsches?

... ou quand des germanophones du canton de Berne étaient en quête de bourgeoisies vaudoises au XVIIIe siècle... et leurs conséquences généalogiques

Des Alémaniques welsches ? La question peut se poser: il existe en effet bien des familles germanophones possédant une bourgeoisie vaudoise sans avoir jamais vécu en Pays de Vaud et, souvent, n'ayant jamais pratiqué le français... Pourquoi?

Au XVIIIe siècle, la question de l'aide sociale (assistance aux pauvres, aux veuves et aux orphelins notamment) étaient du ressort des communes d'origine qui se voyaient dans l'obligation de venir en aide à leurs bourgeois tombés dans l'indigence, y compris les forains (c'est-à-dire domiciliés à l'extérieur de leur commune). Il était donc important de posséder une bourgeoisie.

Toutefois, pour diverses raisons, de nombreux sujets de Berne en étaient alors dépourvus. Pour les uns, il s'agissait de familles établies dans le pays depuis des temps immémoriaux; pour les autres, d'émigrés de plus ou moins fraîche date pour des raisons religieuses ou économiques, qui n'avaient pas eu l'occasion ou les moyens de s'en procurer.

C'est pourquoi plusieurs d'entre eux cherchèrent à acquérir une bourgeoisie et, bien souvent, ils en trouvèrent une là où ils n'avaient jamais résidé ou même mis les pieds. Certaines communes, en effet, avaient fermé ou restreint leur bourgeoisie (c'était par exemple le cas de la ville de Berne), alors que d'autres cherchaient de nouveaux bourgeois, notamment pour des motifs pécuniaires, et ouvraient facilement leurs portes. Cette politique n'était cependant pas sans risque pour leur équilibre financier, nombre de ces nouveaux bourgeois guère aisés se trouvant susceptibles de tomber dans le besoin. Il arriva même, comme à Chevroux en 1785-1787 pour 8 cas, qu'elles ne puissent arriver à encaisser l'émolument de réception!

Pour adoucir le sort des autres, toujours sans bourgeoisie, LL. EE. de Berne décidèrent de les rassembler dans ce qui sera appelé la Nouvelle Corporation

par l'ordonnance souveraine concernant les Incorporés du 22 février 1780. Entre 1807 et 1824, ceux-ci seront répartis entre les cantons d'Argovie, de Berne et de Vaud. En 1871, ceux qui restaient dans la Corporation vaudoise furent assimilés à la commune de Sainte-Croix.

La partie vaudoise du canton de Berne connut donc de nombreuses admissions à la bourgeoisie dans le courant du XVIII^e siècle. On ne peut que constater que, très souvent, les nouveaux bourgeois ne résidaient pas dans les communes où ils étaient reçus. Prenons un seul exemple: la commune de Pizy, près d'Aubonne, admit au moins 125 nouveaux bourgeois entre 1727 et 1798 ; sur ce nombre, 47, soit 38 %, habitaient dans la partie alémanique du canton, la quasi totalité des autres résidant dans les diverses régions romandes. De plus, un 48^e n'était autre qu'un ancien bailli propriétaire sur la commune et reçu bourgeois d'honneur... L'assistance aux bourgeois forains mit même en péril les finances de Pizy, au point que l'admission de nouveaux bourgeois fut temporairement suspendue par LL. EE. en 1755!

Une constatation semblable peut être faite pour Chardonney (aujourd'hui commune de Bussy-Chardonney). Le 23 avril 1744, Jean-Rodolphe Daxelhofer, trésorier du Pays de Vaud, obtint de LL. EE. d'ériger Chardonney en commune, sous condition de verser 10'000 florins pour créer un fonds en faveur des pauvres, et le nouveau seigneur favorisa aussitôt l'admission de bourgeoisies. Entre 1744 et 1798, la commune reçut 90 bourgeois, mais en 1819 un bourgeois seulement y possédait des immeubles : cela signifie que les bourgeois étaient forains dans leur quasi totalité, dont une forte proportion en Suisse alémanique, telle la famille Guggisberg reçue en 1746 (le récipiendaire, Bénédict, était un heimatlos natif), qui résida toujours à Berne et ne s'établit jamais en Romandie...

Quant à Chevroux, la commune reçut 16 nouveaux bourgeois en seulement 3 ans, de janvier 1784 à janvier 1787, dont la moitié au moins résidait en Suisse alémanique: 6 à Berne, un à Zofingue et un à Laupen, – outre deux autres dont l'habitation n'est pas précisée, mais qui est vraisemblablement aussi en Suisse alémanique ; quant aux 6 derniers, 4 sont à Payerne, un à Avenches et un à Yverdon... Il est à noter que les récipiendaires résidant à Berne ont tous été recommandés à Chevroux par le même entremetteur, le sieur Jean Christian Weigand, demeurant à la Schaubeltzgasse. Il existait donc des filières pour les requérants.

Sur le plan individuel, nous nous bornerons à ne relever que deux cas:

- Foltz: Charles Christophe Foltz, prosélyte juif allemand naturalisé en 1747, habitait Berne quand il fut reçu bourgeois de Duillier en 1776; ce ne fut qu'ultérieurement que sa famille s'établit à Morges.
- Bickel: en 1779, ou peu avant, Christophe Charles Bickel, maître des basses oeuvres (équarisseur; accessoirement assistant de bourreau) à Nidau près de Bienne, obtint la bourgeoisie de Gossens; mais pratiquement toute sa famille est restée dans la région de Bienne au XIXe siècle... et germanophone.

L'incidence généalogique varie suivant les cas. L'expérience tentée avec la famille Bickel, qui n'a jamais séjourné en Suisse romande, mais dont la généalogie peut être établie et suivie grâce aux inscriptions dans les registres paroissiaux et d'état civil de sa commune d'origine, n'est de loin pas valable pour toutes les autres familles, comme par exemple celle des Gerber de Chevroux, admise à la bourgeoisie peu avant 1795, restée dans la région de Berne et quasi absente des registres de Chevroux. Grâce au registre de Chardonney contenant le rôle des délivrances d'actes d'origine, on peut recueillir des informations éparses, mais c'est loin d'être le cas pour Pizy qui ne jouit pas des mêmes avantages. Pour certaines de ces dernières, on ne relève même aucune mention dans les registres paroissiaux vaudois !

Bien des Alémaniques originaires de communes vaudoises pensent qu'ils peuvent obtenir des informations complètes auprès de leur commune d'origine, déduisant de leur bourgeoisie que leurs ancêtres y avaient vécu, ce qui est fréquemment une erreur. Bien que Romands de papier, ceux-ci ne se sont cependant jamais établis dans le Pays de Vaud et, le plus souvent, n'ont même jamais été francophones ! Et comme les communes romandes n'ont que très rarement tenus des registres pour les bourgeois forains et que ces derniers ont bien souvent négligé de faire inscrire leurs actes auprès d'elles, les informations que l'on peut y recueillir sont généralement lacunaires, quand elles ne sont pas absentes. La situation varie de cas en cas et l'on ne peut établir une règle générale.

Pierre-Yves Favez

Welsche Deutschschweizer?

...oder als deutschsprachige Bürger des Kantons Bern im 18. Jahrhundert bemüht waren, waadtländische Stadtrechte zu erlangen..... sowie die genealogischen Folgen, die sich daraus ergeben haben.

Welsche Deutschschweizer ? Die Frage kann gestellt werden: denn es existieren wirklich deutschsprachige Familien, die waadtländische Bürgerrechte besitzen, ohne dass sie jemals im Waadtland gewohnt haben – was ebenfalls häufig zutrifft – und welche nie französisch gesprochen haben. Wie erklärt sich das?

Im 18. Jahrhundert lag die Sozialhilfe (insbesondere die Unterstützung der Armen, der Witwen und Waisen) in den Händen der Heimatgemeinden, die verpflichtet waren, all ihren Bürgern (inklusive die auswärtigen Bürger) welche in Not geraten waren, Beistand zu leisten. Deshalb war es sehr wichtig, ein Bürgerrecht zu besitzen.

Verschiedene Umstände führten dazu, dass zahlreiche Berner Untertanen mittellos dastanden. In manchen Fällen handelte es sich um Familien, die seit Menschengedenken im Lande ansässig waren, andere hingegen waren Emigranten, die seit kurzem oder schon vor längerer Zeit in Folge religiöser oder wirtschaftlicher Wirren eingewandert waren, und die keine Möglichkeit hatten, oder denen die Mittel fehlten, Heimatrechte zu erwerben.

Deshalb versuchten mehrere von ihnen, Bürgerrechte zu erwerben und sehr oft gelang ihnen das in einer Gemeinde, wo sie weder gewohnt noch jemals abgestiegen waren. In der Tat hatten einige Gemeinden den Zugang zu ihren Bürgerschaften gesperrt, beziehungsweise eingeschränkt (dies traf z. B. für die Stadt Bern zu), während andere Gemeinden ohne weiteres bereit waren, neue Bürger aufzunehmen und dies vor allem aus finanziellen Gründen. Eine solche Freizügigkeit barg jedoch gewisse Risiken für das finanzielle Gleichgewicht, waren doch viele Neubürger selten wohlhabend und demzufolge gefährdet, mittellos dazustehen und in Not zu geraten. Es kam sogar vor, wie z. B. in Chevroux von 1785 bis 1787, dass es der Gemeinde nicht gelang die Aufnahmegebühren in 8 Fällen zu kassieren.

Um das Schicksal jener zu lindern, die nach wie vor keine Bürgerrechte hatten, entschied die Berner Regierung, in ihrer Verfügung vom 22. Februar 1780, diese Menschen unter dem Banner «Nouvelle Corporation» zu vereinen. Zwischen 1807 et 1824 wurden diese Leute zwischen den Kantonen Aargau, Bern und Waadt aufgeteilt. 1871 wurden jene, die in der «Corporation vaudoise» verblieben, in der Gemeinde Sainte-Croix eingebürgert.

Demzufolge hatte der waadtländische Teil des Kanton Berns während des 18. Jahrhunderts sehr viele Einbürgerungen. Man kann feststellen, dass die Neubürger sehr oft nicht in den Gemeinden wohnten, in denen sie ihr Bürgerrecht hatten. Hier ein Beispiel: die Gemeinde Pizy in der Nähe von Aubonne nahm zwischen 1727 und 1798 mindestens 125 Neubürger auf. Von diesen wohnten 47, also 38% im deutschschweizer Teil des Kantons, während die übrigen (sozusagen die Mehrheit), in anderen westschweizerischen Regionen wohnten. Ausserdem war der 48. Neubürger kein anderer als der ehemalige Landvogt, Grundbesitzer in der Gemeinde und Ehrenbürger von Pizy... Die Unterstützung der auswärtigen Bürger brachte die Gemeinde in grosse Gefahr, sodass die Aufnahme neuer Bürger im Jahre 1755 von der Berner Regierung vorübergehend aufgehoben wurde!

Eine ähnliche Feststellung kann für Chardonney (heute Bussy-Chardonney) gemacht werden. Am 23. April 1744 gelang es Jean-Rodolphe Daxelhofer, Schatzmeister des Waadtlandes, dass Chardonney zu einer Gemeinde erhoben wurde und zwar unter der Bedingung, 10'000 Florins in einen Fonds zu Gunsten der Armen einzuzahlen; der neue Gebieter unterstützte umgehend die Aufnahme von Neubürgern. Zwischen 1744 und 1798 nahm die Gemeinde 90 Neubürger auf. Jedoch besass im Jahre 1819 lediglich ein einziger Bürger Häuser in der Gemeinde. Dies zeigt, dass die Gemeinde praktisch in ihrer Gesamtheit aus nichtansässigen Bürgern bestand und dass ein grosser Teil von ihnen in der deutschen Schweiz lebte, wie z. B. die Familie GUGGISBERG, die 1746 aufgenommen worden war (der Empfänger, Benedikt GUGGISBERG, war ein geborener Heimatloser!), die aber ständing in Bern wohnte und sich nie in der Romandie niederliess.

Was Chevroux anbelangt, hatte die Gemeinde zwischen Januar 1784 und Januar 1787, also in nur 3 Jahren, 16 Neubürger aufgenommen, von denen mindestens die Hälfte in der deutschen Schweiz ansässig war und zwar:

sechs in Bern, einer in Zofingen und einer in Laupen, ausserdem zwei weitere, deren Wohnsitz nicht näher bekannt ist, doch sehr wahrscheinlich im deutschen Sprachgebiet der Schweiz; die restlichen 6 teilten sich wie folgt auf: vier in Payerne, einer in Avenches und einer in Yverdon. Es muss hervorgehoben werden, dass alle in Bern ansässigen Bürger von Chevroux von der gleichen Person empfohlen wurden, und zwar von Herrn Johann Christian WEIGAND, der in der Schaubeltzgasse wohnte. Es existierten also Vermittler für die Antragsteller.

Im Rahmen einzelner Persönlichkeiten beschränken wir uns darauf, lediglich zwei Fälle hervorzuheben:

- FOLTZ: Charles Christophe Foltz, ein im Jahre 1747 eingebürgerter Deutscher, bekehrter Protestant von jüdischer Abstammung. Wohnte, als er 1776 das Bürgerrecht von Duillier bekam, in Bern; seine Familie liess sich erst wesentlich später in Morges nieder.
- BICKEL: Christophe Charles Bickel, Meister der niederen Arbeiten (Abdecker sowie auch Assistent des Scharfrichters) in Nidau in der Nähe von Biel, empfing im Jahre 1779, oder kurz vorher, das Bürgerrecht von Gossens, doch verblieb praktisch die ganze Familie im 19. Jahrhundert in der Region Biel und war deutschsprachig.

Die genealogischen Auswirkungen sind von Fall zu Fall verschieden. Der Forschungsversuch im Zusammenhang mit der Familie BICKEL, die niemals in der französischen Schweiz verweilte, aber deren Genealogie anhand der Eintragungen in den Kirchenbüchern und des Standesamtes der Bürgergemeinde erstellt und verfolgt werden kann, ist bei weitem nicht für alle anderen Familien massgebend, wie z. B. die Familie GERBER von Chevroux, die dort kurz vor 1795 das Bürgerrecht erwarb, aber in der Berner Region sesshaft blieb und fast gänzlich in den Standesregistern von Chevroux fehlt. In den Standesregistern von Chardonney, in welchen die erteilten Heimatscheine aufgezeichnet sind, ist es möglich, vereinzelte Hinweise zu sammeln, doch ist dies bei weitem nicht der Fall in Pizy. In einigen waadtländischen Gemeinden findet man in den Kirchenbücher keine Hinweise.

Zahlreiche Deutschweizer mit waadtländischen Bürgerechten gehen davon aus, dass sie aufgrund ihrer Heimatrechte in ihrer Gemeinde vollständige

Angaben bezüglich ihrer Abstammung erhalten können und zwar unter der Annahme, dass ihre Ahnen dort ansässig waren, was sich jedoch sehr häufig als ein Irrtum herausstellte. Wenn gleich sie auf dem Papier als «Romands» ausgewiesen sind, waren sie nie französischsprachig! Da die welschen Gemeinden sehr selten die Stammesbücher der auswärtigen Bürger geführt haben und letztere es oft unterliessen, ihre Urkunden bei ihnen registrieren zu lassen, sind die Informationen, die man aus diesen Verzeichnissen ziehen kann, allgemein lückenhaft, sofern sie nicht gänzlich fehlen. Die Situation ist von Fall zu Fall verschieden, und man kann keine generell gültige Regel festhalten.

*Zusammenfassung des Vortrages von Pierre-Yves Favez
waadtländischer Kantonsarchivar, in Nyon am 29.10.05*